

L'Espagne alimente la guerre des sexes à la Banque centrale européenne

6 Novembre 2012

© Le Monde, 2012. Tous droits réservés.

Madrid a bloqué la nomination de M. Mersch au directoire, exclusivement masculin, de la BCE.

Sylvie Goulard peut savourer une demi-victoire : depuis des semaines, l'eurodéputée française bataille contre la nomination du Luxembourgeois Yves Mersch au directoire de la Banque centrale européenne (BCE), ce petit cercle de six personnes qui pilote l'institut monétaire. Avec un objectif largement partagé parmi les élus européens : avoir une présence féminine au sein d'une institution dont les pouvoirs n'ont cessé de croître au fil de la crise.

Lundi 5 novembre, l'élue Modem a reçu le soutien intéressé de Madrid. Le gouvernement Rajoy, qui espère placer un Espagnol au poste, a bloqué la nomination du Luxembourgeois et protesté contre le " manque de transparence " de ce choix. " La bataille continue pour éviter un directoire qui ne compterait que des hommes, en violation des principes fondamentaux de l'Union européenne ", clame Mme Goulard, pour qui M. Mersch doit " désormais renoncer " à sa candidature.

Le veto espagnol ne règle pourtant rien. La désignation du Luxembourgeois devrait figurer à l'ordre du jour d'un prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, même si l'entourage d'Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, se garde de préciser les échéances. Les prochains rendez-vous sont fixés les 22 et 23 novembre, puis les 13 et 14 décembre, mais leur ordre du jour est déjà très chargé. Pour être validée, la décision doit être approuvée à l'unanimité des dix-sept Etats membres de la zone euro.

Boîte de Pandore

M. Mersch, 63 ans, gouverneur de la Banque centrale du Luxembourg, a été recommandé en juillet par les ministres des finances et a été préféré à deux autres candidats masculins, dont un Espagnol. Ce choix a soulevé une polémique qui n'a cessé d'enfler cet automne : les eurodéputés s'indignent contre cette nomination qui

empêcherait toute présence féminine au directoire au moins jusqu'en 2018. Et ce d'autant que les dix-sept gouverneurs de banque centrale nationale, qui siègent au conseil de la BCE avec les six membres du directoire, sont tous des hommes...

Depuis 2011 et le départ de l'Autrichienne Gertrude Tumpel-Gugerell, quatre hommes sont entrés au directoire : l'Italien Mario Draghi, le Belge Peter Praet, le Français Benoît Coeuré et l'Allemand Jörg Asmussen. Une candidature féminine avait bien été avancée lors de la nomination de M. Praet. Sans succès.

Cette fois, le combat des élus européens suscite de vives tensions entre les institutions. Grande première, le 25 octobre, le Parlement européen a rejeté le choix de M. Mersch lors d'un vote consultatif, mais jugé malvenu par une partie des Etats. Depuis, l'Allemagne, le Luxembourg et les Pays-Bas ont poussé pour confirmer au plus vite la nomination de cette personnalité proche des thèses de la Bundesbank. " Il ne faut pas s'y tromper : derrière la question de la parité, le Parlement cherche à avoir un pouvoir de codécision sur ces nominations ", s'agace un diplomate.

Mais le forcing des eurodéputés a rouvert la boîte de Pandore des nominations, sujet ultrasensible entre les capitales. Jusqu'ici, l'Espagne a toujours eu un des six postes du directoire. Eugenio Domingo Solans y a siégé de 1998 à 2004, avant d'être remplacé par José-Manuel Gonzalez-Paramo jusqu'à fin mai 2012. Le poste est vacant depuis cette date. Pour le remplacer, Madrid avait d'abord misé, en vain, sur Antonio Sainz de Vicuna, directeur des affaires juridiques de la BCE. Mais cette candidature n'a pas été du goût des petits Etats du Nord, soucieux de contrebalancer, avec le soutien de Berlin, l'influence des pays latins à Francfort.

A la BCE, on s'estime pris en otage par la polémique, même si beaucoup la jugent fondée, et on redoute une fracture avec le Parlement européen. La Banque centrale a beau être indépendante, elle a toujours été très attentive aux eurodéputés, la seule institution démocratique devant laquelle elle est amenée à expliquer son action : M. Draghi est ainsi régulièrement auditionné par les élus européens, qui ne se sont pas privés dernièrement de le houspiller sur la parité.

Clément Lacombe et Philippe Ricard (à Bruxelles)